

Des voix: Bravo!

M. Horner: Indiquez-nous votre source.

L'hon. M. Richardson: Merci, monsieur l'Orateur. Je vais continuer. Pendant le débat qui s'est poursuivi tant à la Chambre que dans l'ensemble du pays, on s'est inquiété du fait que le bill de stabilisation ne renfermait pas toutes les mesures et toutes les politiques que les associations agricoles de l'Ouest voudraient y trouver. Les agriculteurs peuvent être certains qu'à l'instar d'autres ministres du cabinet je suis au courant des politiques que les associations agricoles voudraient que nous adoptions. Je songe au double prix pour le blé, au prix minimum pour les grains, et aux fonds que verserait le gouvernement pour leur stockage. Parce que ces questions importantes ne figurent pas dans le bill de stabilisation, il ne s'ensuit pas qu'elles ne puissent pas faire l'objet d'une proposition d'examen.

M. Horner: Il n'en était pas question non plus dans le discours que le premier ministre a prononcé à Winnipeg le 2 juin 1968.

L'hon. M. Richardson: Certaines associations agricoles m'ont laissé entendre que, à leurs yeux, le bill de stabilisation interdit l'examen de ces importantes questions. Monsieur l'Orateur, je veux souligner qu'il n'en est rien. J'en donne l'assurance avec l'assentiment de mes collègues le ministre de l'Agriculture (M. Olson) et le ministre chargé de la Commission canadienne du blé.

Le bill de stabilisation n'a jamais été censé exprimer une politique céréalière complète. Il doit être considéré comme un des éléments d'une politique permanente des grains. On doit le tenir pour ce qu'il est, un grand pas dans la voie d'une telle politique et le signe évident que le gouvernement est actuellement prêt à améliorer de beaucoup la situation des agriculteurs de l'Ouest et à reconnaître le rôle important qu'ils jouent dans le pays.

Des voix: Bravo!

M. Horner: Le gouvernement essaie de se débarrasser de la moitié d'entre eux.

L'hon. M. Richardson: Le bill sur la stabilisation est aussi une preuve manifeste de l'initiative et des efforts inlassables déployés depuis plusieurs mois par mon collègue, le ministre chargé de la Commission canadienne du blé, en faveur de sa province natale.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Paproski: Il s'est rasé la moustache et est parti dans l'Ouest.

L'hon. M. Richardson: Il a amélioré la situation non seulement en Saskatchewan, mais dans tout l'Ouest du pays, en établissant une politique céréalière positive et avant-gardiste.

Des voix: Bravo!

M. Horner: Il consacre maintenant tout son temps à l'immigration.

L'hon. M. Richardson: Même si j'ai fait partie du monde des affaires, je sais ce que c'est qu'une exploitation agricole et comment les agriculteurs contribuent à la prospérité et au succès du monde des affaires. La question à

[M. l'Orateur suppléant.]

l'étude ne concerne donc pas simplement la prospérité de l'agriculture de l'Ouest, mais va beaucoup plus loin.

L'agriculture de l'Ouest sert de tremplin à toute l'économie et l'injection de 100 millions de dollars, qui suivrait en peu de temps l'adoption du bill sur la stabilisation, ne ferait pas qu'améliorer la situation de l'Ouest mais serait avantageuse pour tout le pays. Je tiens à signaler monsieur l'Orateur, que l'intérêt du gouvernement pour l'agriculture de l'Ouest ne se borne pas aux moyens d'améliorer le sort de chaque céréaliculteur en particulier. Sauf erreur, une communauté agricole prospère aide à créer une communauté industrielle prospère. Les cultivateurs de l'Ouest, par leur travail, attirent au Canada l'argent des pays étrangers et il ne faudrait pas oublier qu'ils vendent leurs produits sur les marchés mondiaux à des prix concurrentiels, aux prix mondiaux; mais que lorsque ces cultivateurs achètent des produits manufacturés, particulièrement de l'Ontario et du Québec, ils ne paient pas toujours les prix ayant cours dans le monde.

• (3.20 p.m.)

M. Horner: Est-ce que le ministre déposera le nom de l'auteur de ce discours?

L'hon. M. Richardson: L'auteur de ce discours est devant vous, monsieur l'Orateur.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Richardson: Je suis heureux de voir que cela vous plaît tant.

M. l'Orateur suppléant: Je regrette de devoir interrompre le ministre mais je dois lui dire que son temps est écoulé.

Une voix: Accordez-lui encore quelques instants.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur suppléant: Le président va demander s'il y a consentement unanime? Y a-t-il unanimité?

Des voix: Oui.

L'hon. M. Richardson: Merci. Je vous remercie de m'avoir permis de continuer.

M. Woolliams: Avec quelques interruptions.

L'hon. M. Richardson: Ce que je voulais vous faire comprendre c'était ceci, je crois que même si la question a déjà été comprise, on doit le souligner: beaucoup de nos produits fabriqués sont protégés par des barrières tarifaires et se vendent à des prix supérieurs aux prix qui ont cours sur les marchés mondiaux.

Une voix: Parlez-vous de ces 80 millions de dollars?

L'hon. M. Richardson: J'y arrive dans un instant. Pour simplifier les choses, disons que les cultivateurs de l'Ouest vendent sur un marché libre et achètent sur un marché protégé. Je signale ces faits pour montrer jusqu'à quel point les cultivateurs de l'Ouest méritent et ont droit de recevoir du Trésor national ce paiement que propose le bill de stabilisation.

M. McCutcheon: Vous bâtissez l'histoire.

M. Richardson: Que j'écrive l'histoire ou non, j'aimerais qu'on me sache convaincu de l'importance de la culture dans l'ensemble de l'économie. Cette idée n'a jamais été mieux exprimée que par William Jennings Bryan qui